

## INTRODUCTION

*Aymar Nyenyezi Bisoka, Sahawal Alidou & Sara Geenen*<sup>1</sup>

Les *Conjonctures de l'Afrique centrale 2020* proposent quatorze chapitres sur le Burundi, la République démocratique du Congo et le Rwanda. Ces textes explorent diverses thématiques, dont la nature des pouvoirs politiques au niveau central, les défis de la reconstruction en contextes fragiles et post-conflits, les enjeux agricoles locaux et globaux et enfin la gouvernance des ressources naturelles.

### **Pouvoirs politiques**

En Afrique centrale, l'année 2019 a été caractérisée par deux dynamiques contradictoires. D'une part, dans le cadre de la mise en œuvre de l'une de ses principales promesses de campagne de restauration de la sécurité, le président Félix Tshisekedi a mis en place une stratégie diplomatique et sous-régionale qui dénote d'une réelle volonté d'en finir avec l'insécurité en RDC. Cette stratégie a consisté entre autres en une « action régionale coordonnée et concertée » (*Le Vif* 2019) contre des groupes armés actifs dans l'Est de la RDC et en la création d'un état-major intégré des armées de la région (Burundi, Rwanda, Ouganda et Tanzanie). D'autre part, on a assisté à de fortes tensions diplomatiques et sécuritaires entre le Rwanda et l'Ouganda d'un côté, et entre le Rwanda et le Burundi de l'autre (Niyonkuru & Ndayiragije 2019). Si le Rwanda a continué d'être accusé par Kampala d'espionnage et de traque d'opposants politiques sur le sol ougandais (Reyntjens 2019), ses brouilles avec le Burundi qui datent de 2015 n'ont cessé de s'amplifier, particulièrement dans la plaine de la Ruzizi où les deux pays appuieraient différents groupes armés concurrents (ICG 2020). L'option du président Félix Tshisekedi, fondée sur une stratégie diplomatique et sous-régionale a certes du sens étant donné que les pays voisins sont largement impliqués dans la situation d'insécurité qui sévit en RDC,

---

<sup>1</sup> Sahawal Alidou est chercheur postdoctoral à l'IOB de l'Université d'Anvers ; Aymar Nyenyezi Bisoka est chercheur à l'Université de Gand, à l'UCLouvain et à l'Institut supérieur de Développement rural ; Sara Geenen est professeur au Great Lakes of Africa Center (GLAC) de l'Institut de Politique du Développement (IOB) à l'Université d'Anvers. Elle est également responsable du Centre d'Expertise en Gestion minière (CEGEMI) à l'Université catholique de Bukavu, et du CRE-AC.

mais elle n'a pas (ou peu) tenu compte des rivalités entre ces pays dans son opérationnalisation, reflétant ainsi une faible maîtrise des enjeux politico-stratégiques de la région. On pourrait y voir une forme de précipitation du nouveau pouvoir congolais qui, mal élu, se bat pour une légitimation rapide et à tout prix ; notamment à travers la restauration de la sécurité.

Intitulé « La politique au Congo au-delà des élections de 2018 », le chapitre de Pierre Englebert et de Georges Kasongo Kalumba revient largement sur cette mal-élection du président Tshisekedi et ce qu'elle nous apprend globalement sur les élections en Afrique. En effet, les auteurs montrent qu'après avoir tenté de modifier la Constitution pour pouvoir être éligible (Reyntjens 2018 ; Bouvier & Omasombo 2018), repoussé les élections pendant deux ans et s'être vu incapable de s'y représenter lui-même, Joseph Kabila est néanmoins parvenu à garder la main haute sur le processus électoral et à minimiser les pertes de son régime dont le candidat, Emmanuel Shadary, a fini troisième. Ainsi, les élections de décembre 2019 ont résulté, après une dizaine de jours de négociations, en la proclamation de Félix Tshisekedi comme président, malgré qu'il ait fini loin derrière le vrai vainqueur, Martin Fayulu. L'accession de Tshisekedi à la présidence a ainsi été négociée avec Joseph Kabila qui, en échange, a gardé le contrôle sur l'essentiel de l'appareil étatique (Gouvernement, Assemblée nationale, Sénat, provinces) et sur les institutions génératrices de revenus comme les entreprises d'État. Les auteurs montrent donc combien l'année 2019 a été celle de la cohabitation entre les forces du Front commun pour le Congo (FCC) de Kabila et de Cap pour le Changement (CACH) de Tshisekedi et de son allié et chef de cabinet Vital Kamerhe. Malgré un apaisement du climat politique avec la libération de nombreux détenus politiques et le retour en RDC de l'opposant Moïse Katumbi, le nouveau régime n'a pas réussi à enclencher les réformes nécessaires à l'amélioration de la gouvernance en RDC et n'a enregistré aucune réalisation particulière dans les différents secteurs de la vie socio-économique du pays. Il fallut huit mois à l'ancien président et au nouveau pour se mettre d'accord sur la désignation du Premier ministre, et le Gouvernement de coalition mis en place n'a jusque-là pas apporté des réponses concrètes et appropriées aux nombreux défis quotidiens que vivent les populations. La corruption, particulièrement, reste criante, autant parmi les cadres du FCC que parmi les nouveaux acteurs gravitant autour de la présidence. Malgré une certaine pérennisation de sa mainmise sur l'État, le FCC a connu des tensions en 2019. En effet, le partage du pouvoir avec CACH réduit automatiquement les options disponibles pour satisfaire les nombreuses demandes de patronage de ses membres ; ce qui a généré mécontentements et frustrations dans les rangs du parti. De façon similaire, l'opposition réunie au sein de la coalition Lamuka s'est progressivement effilée, particulièrement avec l'annonce de Moïse Katumbi, en décembre 2019, de la création de son nouveau parti. Alors que les soutiens internationaux

à Tshisekedi commencent à s'impatienter au sujet de la mise en œuvre des réformes structurelles auxquelles il s'était engagé, la RDC commence une nouvelle année, une fois de plus, dans un climat d'incertitude. Ainsi, à travers ce chapitre, les auteurs montrent qu'en RDC comme dans plusieurs pays africains, les élections ne sont pas nécessairement le mécanisme principal de sélection des gouvernants et la première source de légitimité de ces derniers. Dans les faits, les élections et leurs résultats peuvent ne constituer qu'un mécanisme parmi tant d'autres pour la sélection des dirigeants. Elles contribuent aux rapports de force existants, qui viennent eux-mêmes de différents facteurs tels que le contrôle des ressources, le profil ethnique ou régional, ou encore l'entregent sécuritaire. Ces rapports de force forment ensuite le contexte dans lequel les acteurs politiques négocient le pouvoir. Mais le pouvoir n'est pas acquis sans ces négociations et la victoire électorale n'est pas toujours suffisante pour remporter lesdites négociations.

En tout état de cause, l'expérience des élections de 2018 en RDC offre un excellent prisme de lecture et d'analyse des élections qui se tiendront au Burundi en 2020. En effet, de même que Kabila, le président burundais Pierre Nkurunziza a choisi son dauphin au sein de son parti (*Jeune Afrique* 2020)<sup>2</sup>. Mais contrairement au cas congolais, il y a peu de chance que celui-ci échoue aux élections. Non seulement il y n'a presque plus d'opposition politique au Burundi depuis la crise de 2015, mais, par ailleurs, le parti au pouvoir a mis en place divers mécanismes pour s'assurer la victoire. De plus, lors du choix du candidat du parti au pouvoir, le président Nkurunziza a clairement menacé toutes les forces qui tenteraient d'aller contre ce choix en déclarant : « celui qui s'opposera à ce "plan de Dieu" deviendra fou ». Ainsi, alors que l'asphyxie économique du Burundi et l'isolement politique du président Nkurunziza viennent de l'obliger à céder le pouvoir, il est clair qu'il veut conserver son régime autoritaire tel qu'il est en place depuis 2015.

Dans son chapitre intitulé « L'usage des cahiers de ménage au Burundi. Entre stratégie sécuritaire, traque des opposants et captation des ressources », Nadine Nibigira revient sur la nature de ce régime en place depuis 2015 qu'elle étudie à partir de la manière dont il contrôle les populations sur le terrain. Concrètement, elle analyse une mesure instituée depuis juin 2016, selon laquelle le Gouvernement burundais exige dans chaque foyer un « cahier de ménage » pour contrôler les entrées et sorties. L'auteur démontre que cette mesure, d'actualité en mairie de Bujumbura, n'est pas seulement un outil de contrôle social du mouvement des populations, mais également une violation du droit d'aller et venir garanti par la Constitution de juin 2018. À partir de cette situation, l'auteur étudie la manière dont la mise en place et l'usage des cahiers de ménage se présentent comme une limitation de la

---

<sup>2</sup> Pour les évolutions au niveau de toute la région, voir Reyntjens 2016.

liberté et une stratégie pour traquer les opposants politiques en se cachant derrière un discours de sécurisation. À partir d'une approche sociocriminologique, sa contribution entend décrypter l'usage du « cahier de ménage » comme outil de contrôle social pour explorer ensuite sa face cachée dans ce contexte particulier de crise de l'État au Burundi.

Par ailleurs, il convient de mentionner que le renforcement progressif de l'autoritarisme au Burundi depuis 2015 s'est aussi manifesté par la traque des opposants que le régime de Nkurunziza a menée à l'extérieur du pays et particulièrement dans l'Est de la RDC – où ses services de renseignements ont été très actifs ces dernières années. C'est dans ce cadre qu'il a soutenu des groupes armés opposés à ceux qui seraient appuyés par le Rwanda (ICG 2020). Ce faisant, il a contribué au renforcement des brouilles existantes entre les deux pays au point de les transformer en un conflit larvé qui a conduit à la fermeture des frontières en 2019. Avec la fermeture de ses frontières avec l'Ouganda également, le Rwanda se retrouvait ainsi en situation de conflit avec deux de ses quatre voisins. C'est aussi l'une des raisons pour lesquelles en 2019, ce pays a été particulièrement actif dans la diplomatie, non seulement au sein de fora multilatéraux, mais aussi dans plusieurs pays de la Communauté de Développement de l'Afrique australe (SADC).

Le chapitre de Samia Chabouni fournit un éclairage global sur les « Stratégies diplomatiques rwandaises et ambitions de Kagame ». L'auteur veut appréhender les motivations qui ont à la fois jalonné le processus de reconstruction du pays et déterminé les positions de Kigali sur le plan externe. Elle étudie les principales orientations stratégiques du Rwanda au regard d'un contexte régional marqué par le maintien au pouvoir des chefs d'État d'Afrique centrale, y compris Paul Kagame, réélu en 2017. En effet, le texte montre que depuis l'avènement du FPR au pouvoir en 1994, le pays affiche une politique étrangère active, dont la présidence de l'Union africaine depuis janvier 2018 marque une forme d'apogée. Après une première phase marquée par l'intervention militaire en RDC, Kigali a entrepris de diversifier ses alliances, et en particulier de nouer de nouveaux liens avec les pays émergents, tout en tentant d'affirmer son *leadership* régional. L'accent a également été mis sur le développement économique en encourageant l'investissement étranger et en essayant de se poser comme un modèle de progrès socio-économique sur le continent. Au vu de la propension du FPR à s'imposer dans la région des Grands Lacs, irritant par là même certains de ses voisins, l'auteur se demande si le régime ne cherche désormais pas à imposer sa vision de la paix et de la sécurité à l'échelle du continent. Elle met alors en lumière la nature des relations qu'entretient le pouvoir rwandais sur la scène internationale et étudie les ambitions de Paul Kagame à l'échelle régionale et continentale. Chaboumi entend ainsi apporter une contribution à la compréhension des stratégies diplomatiques du Rwanda dans une sous-région qui demeure extrêmement instable, et tente d'évaluer l'incidence de la présidence rwandaise de l'UA sur sa politique sous-régionale.

## Défis de gouvernance en post-conflit

Mais alors que des pays de l'Afrique centrale continuent de se battre par groupes armés interposés sur le sol congolais, la population essaie de s'en sortir comme elle peut avec et, souvent, sans l'État. Dans son chapitre intitulé « Au-delà des blessures ouvertes : un parcours de reconstruction de la personne après des conflits violents dans l'Est de la RDC », Marie-Noël Nzonga Cikuru montre comment, malgré tout, les populations au niveau local tentent de survivre aux conflits violents qu'elles ont vécus. Partant de l'hypothèse qu'il existe un lien entre la conception de départ du corps social où se développe le conflit et l'efficacité des approches mises en œuvre pour la résolution du différend, l'auteur propose une vision de la société comme étant un corps dont les membres sont interconnectés. Cela fait appel à une compréhension correcte du fonctionnement du corps social dans l'interconnexion de ses parties, de toutes ses parties. Une telle vision implique une certaine conception du monde et plus particulièrement la manière dont la vie et la force qui l'animent sont envisagées. Cette approche suggère que les pratiques locales dans la quête de la paix pourraient constituer un levier pour impulser la construction d'une paix durable, à condition, toutefois, de repartir de la personne, à la fois actrice et victime dans les conflits. Le parcours d'un modèle réussi veut montrer la nécessité d'un dépassement des mécanismes privilégiés jusque-là par les acteurs en RDC pour la reconstruction de la paix. Pour soutenir cette idée, l'auteur propose une étude de cas sur la résolution de conflits à partir d'une expérience *ethnographique impliquée* dans le contexte de la RDC. Le concept de *corps collectif* mobilisé fait recours à l'idée d'un flux vital circulant à travers chacun de ses membres et les nourrissant. Dans une perspective anthropologique, il repose sur la proximité et l'écoute afin de comprendre ce qui fait sens pour les communautés et personnes en présence.

Toujours sur les questions relatives à la période post-conflit, le chapitre de Christella Niyonzima interroge la dimension du genre dans le processus de désarmement, démobilisation, réintégration et réinsertion (DDRR) au Burundi. Partant des limites de la littérature sur ce sujet, il explicite ses conséquences quant à la portée d'un processus aussi important dans les efforts de reconstruction d'un pays sortant d'un conflit et de la consolidation de la paix. Cette étude montre que l'absence substantielle du genre dans les analyses relève d'une confusion fondamentale entre « femme » et « genre » dont font preuve les différents travaux sur la consolidation de la paix et le processus DDRR. L'auteur relève ce manque à partir de l'étude empirique de la réintégration au moyen des approches sociologiques creusant dans la construction sociale (le constructivisme) des masculinités et des féminités aux regards et standards culturellement et socialement construits. Le genre et les DDRR, étant respectivement concept et processus, se placent dans un

cadre structurel et social bien spécifique, mais aussi dans une temporalité bien précise, c'est-à-dire le Burundi post-conflit. Ce dernier est appréhendé avec reconnaissance et considération d'une connexion stricte au temps d'avant et de pendant le conflit, pour aborder la construction du concept de genre dans la société burundaise. L'objectif du texte est d'analyser le changement dû aux dynamiques traversant ces contextes, et comment tout cela se répercute sur les processus post-conflits, dont celui des DDRR.

À partir d'un tout autre secteur, dans un chapitre intitulé « The governance of Community-Based Health Insurance schemes in fragile settings and community health coverage outcomes in the DRC », Bwimana Aembe et Dorothea Hilhorst reviennent sur ces mêmes difficultés au Congo. Ils montrent que dans les États fragiles et les sociétés touchées par la guerre, l'accès des personnes pauvres aux services de santé est un problème majeur qui compromet la réalisation de l'objectif de couverture médicale universelle. Ces dernières années, on a assisté à une recrudescence des régimes d'assurance communautaires dans les milieux fragiles, qui visent à améliorer cet accès. Ce texte explore l'impact de la fragilité de la gouvernance sur les assurances santé communautaires (CBHI) promues par des arrangements multi-acteurs pour arbitrer l'accès des communautés affectées par la guerre à la couverture des soins de santé primaires dans un contexte de fragilité de l'État. Les auteurs examinent les résultats d'un tel système, les Mutuelles de Santé (MUS), qui a commencé à fonctionner juste après les guerres au Sud-Kivu. Se fondant principalement sur des études de cas dans une zone rurale (Katana) et dans une zone semi-urbaine (Uvira), ils analysent les résultats des MUS en termes d'équité dans l'accès aux services de santé, de protection contre le risque financier de maladie et de financement des services de santé. Les conclusions des auteurs indiquent que les programmes MUS n'ont permis d'améliorer l'accès à la santé et à la protection sociale que pour une partie de la population. De même, les résultats mitigés enregistrés en matière de mobilisation des ressources et de viabilité financière indiquent que les MUS continuent de se heurter à des difficultés de gestion qui sont aggravées par la fragilité des États. Pour favoriser et accélérer la mise en place de la couverture sanitaire universelle, ils proposent à l'État de renforcer les MUS tout en veillant à une supervision accrue et efficace de leur gestion.

## **Enjeux agricoles nationaux et globaux**

Quatre chapitres dans cet ouvrage traitent de différentes questions liées aux politiques agricoles en les analysant du point de vue des enjeux et problèmes à la fois locaux et globaux. En ce qui concerne les problèmes locaux premièrement, dans leur chapitre intitulé « Mécanisation agricole : du clientélisme à l'échec des politiques publiques au Sud-Kivu »,

Élisée Cirhuza, Parfait Kaningu et Aymar Nyenyezi Bisoka étudient la mécanisation agricole en RDC à partir du cas du Sud-Kivu. Ils questionnent les limites d'un programme qui avait pour but de résoudre les problèmes de relance agricole. Les résultats de leur investigation montrent qu'au-delà des aspects techniques considérés ou non dans la mise en œuvre du programme de mécanisation agricole en RDC, la question des tracteurs révèle quelque chose de fondamental au niveau de la gouvernance du secteur agricole. Il s'agit du fait que les politiques publiques n'échappent pas à des traits caractéristiques de la gouvernance globale dans ce pays : une politisation qui démobilise les acteurs, une gouvernance par le désordre et un clientélisme qui favorise le détournement des programmes à des fins d'enrichissement personnel. C'est à travers ces diverses logiques qu'un nombre important de tracteurs a en effet été octroyé à des hommes politiques, des élites économiques ou simplement des connaissances, dont la majorité les a thésaurisés pour ensuite les revendre ou les louer à des agriculteurs.

En ce qui concerne le niveau global, dans son chapitre « Organisation économique des caféiculteurs congolais dans la région du Nord-Kivu, à Kashenda : analyse du poids réel des coopératives sur l'échiquier du système économique mondial », Lucien Ramazani Kalyongo explique que la libération progressive des marchés après les années 1980 a mené l'économie mondiale à un climat d'échange concurrentiel, asymétrique et instable forçant les petits producteurs des pays du Sud à traiter directement avec des acteurs économiques internationaux émanant des pays industrialisés. Il montre qu'à part l'organisation de ces paysans en filière par les États ou les compagnies d'exportation et de vente, ce contexte historique a également généré des formes diverses de développement rural. Celles-ci ont donné lieu, par ailleurs, à des regroupements associatifs indépendants, tel que le Groupement d'intérêt économique Tufaidike, dans le territoire de Masisi au Nord-Kivu. Cette coopérative vise à l'amélioration des revenus des caféiculteurs. La mise en commun des fruits de la récolte et la mise à disposition d'une station de lavage, triage et séchage permettent aux membres de commercialiser un produit à plus forte valeur ajoutée, une forme de compétitivité et ainsi un accès au marché mondial. Traiter directement avec les acheteurs internationaux avec un produit transformé leur a permis de payer les agriculteurs plus que le double du prix initialement pratiqué sur les marchés locaux. Néanmoins, la nature du marché de « l'économie-monde » moderne, sa compétitivité et son expression capitaliste, telle que reprise dans les écrits de Wallerstein (2000), défavorisent les économies du Sud. La tendance expansive du capitalisme, sa capacité à contourner et à surmonter toutes les barrières physiques ou politiques, lui permet d'entretenir sans cesse « le principe même de sa cohésion interne » : l'accumulation illimitée du capital et la division du travail qui le structure. L'auteur analyse les enjeux des coopératives de café et de leur pouvoir



d'action face à ce contexte mondial. Il montre que dans la subdivision du marché mondial héritée de Wallerstein, entre « un centre » et « une périphérie », un nouvel élément apparaît depuis les années 1980 : le pouvoir croissant des sociétés transnationales. La logique de la globalisation de l'économie fait émerger des acteurs économiques dominants dans le commerce du café. L'auteur observe les incidences de ce contexte économique mondial sur une économie périphérique, celle de la RDC, à travers une coopérative naissante.

Eric Ndayisaba s'intéresse aux cas spécifiques du Rwanda et du Burundi et analyse « Les défis de l'appropriation communautaire dans le secteur théicole au Rwanda et au Burundi des années 1960 à 2018 ». Le secteur théicole constitue l'un des principaux maillons de l'économie nationale et paysanne dans ces pays. Il apporte d'importantes recettes aux États et aux sociétés privées, ainsi que des revenus et des salaires aux populations. En revanche, la participation des producteurs à la gestion de ce secteur reste marginale en raison entre autres de l'échec des organisations paysannes mises en place dans les années 1960-1970 au début du programme théicole financé avec l'appui de la Communauté économique européenne. Dans le cas particulier du Rwanda, la politique de libéralisation des années 2000 a ouvert la voie à une domination du secteur par les multinationales. Ces nouveaux maîtres profitent d'un contexte global favorable aussi bien au niveau international que national pour s'approprier l'ensemble du secteur, à travers l'achat des sociétés théicoles, ainsi que l'accaparement des terres communales et paysannes. Pour le cas du Burundi, l'État n'a voulu ni privatiser ni libéraliser la filière théicole. Les mauvaises expériences de la privatisation du secteur du café sont en partie à l'origine des réticences des autorités nationales malgré les recommandations sinon les directives de la Banque mondiale. Ainsi, en grande partie, le secteur théicole burundais reste entre les mains de l'État, qui ne souhaite le céder ni aux privés ni aux organisations de producteurs. Ces dernières sont, au Rwanda comme au Burundi, minoritaires et périphériques. Elles n'ont pas les capacités nécessaires pour revendiquer, négocier ou remettre en cause le système, qui les pilote par ailleurs.

Finalement, dans son chapitre « Politique semencière de la RDC : politique importée, des bailleurs pour l'implémenter », Alice Jandrain montre que depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, la circulation du vivant est sujette à une réglementation au niveau international, sous l'impulsion des pays occidentaux. Ainsi, les systèmes semenciers ont peu à peu été formalisés par les législateurs avec l'aide des scientifiques, transformant les semences en un bien privé et marchand. Cette formalisation, qui implique la mise en place d'un monopole de la sélection variétale, de la production et de la diffusion des semences par des centres de recherche, des agromultiplicateurs et des agro-industries, a suscité des réactions et des critiques de la part de certains acteurs académiques et de la société civile. Ceux-ci dénoncent dès lors l'instauration



d'un accaparement du vivant et la dépossession des agriculteurs de leur autonomie semencière. En effet, les paysans voient l'accès aux semences conditionné et perdent leur souveraineté semencière. L'étude du cas de la filière semencière du haricot dans l'Est de la RDC, sur le territoire insulaire d'Idjwi, révèle que le formel et l'informel se mélangent pour former le système semencier. Il existe effectivement une réglementation semencière nationale, qui s'avère être issue des prescriptions internationales. Le cadre législatif portant sur les semences a été élaboré, mais n'a pas encore été promulgué. Le processus de formalisation du système semencier est en cours depuis plusieurs décennies, impulsé et soutenu par des organisations internationales et de coopération au développement. Ainsi, seuls les aspects financés de la filière par ces acteurs sont effectifs. Une raison de cette situation est le manque de financement public des services étatiques, comme celui du Service national des Semences et de l'Institut national pour l'Étude et la Recherche agronomiques. Il en résulte que la majorité des modes de production et d'échanges semenciers se réalise informellement, c'est-à-dire, en dehors du contrôle des services étatiques. Malgré cette maigre présence de l'État dans le contrôle des systèmes semenciers et la faible effectivité de la réglementation, la sélection variétale et la diffusion des semences dites « améliorées », c'est-à-dire modifiées en laboratoire, se concentrent dans les mains des centres de recherches. De fait, l'accès aux semences constitue un défi saisonnier pour les agriculteurs de la région. De nombreux facteurs tels que les difficultés d'accès à la terre, les aléas climatiques et la pauvreté ne leur permettent pas toujours de conserver leurs semences et encore moins d'en produire un surplus pour le marché. Ils se retrouvent donc confrontés à une insécurité semencière qui les incite à se diriger vers le marché régional et les ONG auprès desquelles ils trouvent des semences issues de la recherche, et rentrent ainsi dans le système semencier formel, celui qui diffuse des semences sélectionnées en laboratoire, celui de la dépendance.

## Ressources naturelles

En dehors du secteur agricole, ce volume de *Conjonctures de l'Afrique centrale* aborde la thématique des ressources naturelles, notamment sous l'angle de la résistance des communautés, de la corruption et de l'inefficacité des politiques publiques.

En ce qui concerne la résistance tout d'abord, Fergus O'Leary Simpson et Jacques Fikiri Zirhumana posent la question de la conservation dans leur texte intitulé « The "extraction-conservation nexus" in eastern DRC: cases of resistance and acquiescence in Itombwe Nature Reserve ». Ils explorent les tensions entre deux processus actuellement en cours dans de nombreuses régions de l'est de la RDC. Il s'agit, d'une part, des efforts pour extraire les ressources non renouvelables du sous-sol et, d'autre part, des tentatives de

réhabilitation, de conservation et de préservation des ressources renouvelables en surface. Peu de travaux jusque-là ont porté sur la façon dont les gens réagissent dans les paysages touchés par ces deux processus simultanément. Selon les auteurs, ce défaut dans la littérature est surprenant étant donné les impacts du « lien entre extraction et conservation » sur la dynamique des conflits violents et les moyens de subsistance de nombreux Congolais. Dans leur contribution, ils présentent une étude de cas sur la réserve naturelle d'Itombwe (INR), l'une des dernières zones protégées créées pendant le conflit prolongé de la RDC et qui est également le site de douze permis d'exploitation minière industrielle et artisanale. En s'appuyant sur la littérature relative à la résistance, les auteurs montrent une campagne de « résistance légitime » menée contre la société minière industrielle Banro par une « alliance à grande échelle » de militants écologistes. Ils notent pertinemment que l'un de principaux arguments de la campagne était que la conservation (et non l'extraction industrielle des minéraux) est fondamentalement dans l'intérêt de la population locale. Les auteurs concluent que l'extraction et la conservation n'ont pas seulement fait l'objet d'une résistance au sein de l'INR, mais que dans certaines circonstances, elles ont été instrumentalisées par les communautés locales comme des canaux de résistance en soi. Ainsi, l'extraction peut être considérée comme un moyen de résister à la conservation, et la conservation peut être vue comme un moyen de résister à l'extraction.

Ensuite, concernant la corruption, Claude Iguma Wakenge explore les pratiques de corruption dans lesquelles sont impliqués les fonctionnaires katangais qui dirigent le secteur de l'extraction du cuivre et du cobalt. Dans son chapitre intitulé « *« Ne manges-tu pas avec eux ? »* Cobalt, copper mining and corruption in Democratic Republic of the Congo », il tente de comprendre dans quelle mesure la corruption se produit et s'organise à travers la chaîne d'approvisionnement en minerais. Il analyse les pratiques et les récits d'acteurs impliqués ainsi que la manière dont la corruption pourrait être combattue. L'auteur explique que la plupart des initiatives visant à réformer le secteur extractif en RDC depuis le début des années 2000 cherchent à rendre la gouvernance plus transparente. Cependant, dans les provinces du Haut-Katanga et de Lualaba, où cette étude ethnographique a été réalisée entre 2017 et début 2019, il montre que les modèles de gouvernance du cobalt et du cuivre présentent très peu de transparence. Le commerce de minerais y est encore truffé de pratiques de corruption bien établies et de longue date. L'auteur soutient qu'au-delà de ces pratiques, la corruption est plus que jamais un « mode de gouvernance » pour de nombreux fonctionnaires qui profitent par exemple des nouvelles possibilités d'accords opaques offertes par le nouveau cadre légal, lequel contient des mesures qui sont soit trop générales et vagues, soit principalement destinées à la collecte des impôts plutôt qu'à l'éradication de la corruption.

Enfin, concernant l'inefficacité des politiques publiques et toujours dans le secteur minier, Fridolin Kimonge propose un chapitre intitulé « Le contenu local dans le secteur minier en RDC : pour quel résultat ? ». Il montre que depuis environ quinze ans, le Congo, comme la plupart des pays africains dotés d'importantes ressources minières, a connu un « boom minier » qui, malheureusement, n'a pas contribué au bien-être de la population. L'auteur décrit certaines limites observées dans la mise en œuvre des politiques du contenu local. Sur cette base, il met en doute le discours selon lequel ces politiques sont porteuses des effets d'entraînement pour l'économie locale. Kimonge a réalisé cette étude sur six entreprises minières réparties entre les provinces du Lualaba et du Haut-Katanga. Selon son analyse, la mise en œuvre du contenu local en RDC est confrontée à l'absence d'une définition claire du terme lui-même d'un côté, et à une forme d'accaparement par les membres de la classe politique de l'autre. Ces derniers, disposant des moyens financiers et du pouvoir de décision, orientent l'attribution des marchés au sein des entreprises minières vers leurs propres entreprises, qui œuvrent comme des sociétés sous-traitantes. Ceci renforce encore davantage leur position politique et économique.

Le chapitre de Janvier Kilosho Buraye, Ancert Mushagalusa Buhendwa et Gabriel Kamundala Byemba sur les « Liens fiscaux dans la chaîne d'approvisionnement des 3T au Sud-Kivu » arrive aux mêmes conclusions concernant l'inefficacité des politiques publiques. En effet, les auteurs remettent en question l'efficacité du système de taxation minière en RDC dans leur étude de la chaîne d'approvisionnement des 3T. L'analyse des réseaux sociaux qu'ils ont pu réaliser leur a permis d'identifier les liens fiscaux et le poids des acteurs dans trois phases de la chaîne d'approvisionnement. Les résultats identifient les acteurs centraux dans chaque phase de la chaîne d'approvisionnement. Ils indiquent que, selon la phase de la chaîne, il existe des différentiels dans les interactions et l'importance entre les acteurs. Au sein de la chaîne, certains acteurs (y compris certains agents de l'État) sont impliqués dans des pratiques illégales (fraude et évasion fiscales en particulier). Les auteurs proposent dès lors des recommandations pour un système fiscal plus efficace.

Globalement, cette édition des *Conjonctures* offre une analyse des dynamiques politiques, économiques, sécuritaires et sociales récentes de l'Afrique centrale. Si certaines de ces dynamiques semblent préfigurer un changement positif, elles témoignent souvent et au même titre que les autres, d'une résilience des pratiques et structures en place depuis des décennies. En analysant ces structures, ainsi que les pratiques des différents acteurs – des présidents jusqu'aux paysans –, cet ouvrage se veut une contribution à une meilleure compréhension de la situation actuelle en Afrique centrale. Ensemble et à travers leurs réflexions, nos auteurs proposent aussi de

possibles voies de changement et des pistes de solution, afin d'évoluer vers une conjoncture plus stable, plus paisible et plus prospère dans la région en 2020.

## Bibliographie

Bouvier, P. & Omasombo, J. 2018. « Chronique politique de la RDC ». In F. Reyntjens (éd.), *Chronique politique de l'Afrique des Grands Lacs 2017*. Anvers : University Press Antwerp, pp. 93-62.

ICG. 2020 (23 janvier). « Éviter les guerres par procuration dans l'Est de la RDC et les Grands Lacs ». Briefing n° 150, Africa.

*Le Vif*, 7 juillet 2019.

Niyonkuru, R.-C. & Ndayiragije, R. 2019. « Chronique politique de la RDC ». In F. Reyntjens (éd.), *Chronique politique de l'Afrique des Grands Lacs 2018*. Anvers : University Press Antwerp, pp. 11-40.

Reyntjens, F. 2016. « The struggle over term limits in Africa. A new look at the evidence ». *Journal of Democracy* 27 (3) : 61-68.

Reyntjens, F. 2018. « Limitation du nombre de mandats présidentiels : leçons de la région des Grands Lacs ». In A. Ansoms, B.A. Nyenyezi & S. Vandeginst (éd.), *Conjonctures de l'Afrique centrale 2018*. Paris/Tervuren : L'Harmattan/MRAC & CRE-AC (coll. « Cahiers africains », n° 92), pp. 307-327.

Reyntjens, F. 2019. « Chronique politique de la RDC : 2018 ». In F. Reyntjens (éd.), *Chronique politique de l'Afrique des Grands Lacs 2018*. Anvers : University Press Antwerp, pp. 67-89.

Wallerstein, I. 2000. « 1968, revolution in the world system: theses and questions ». In I. Wallerstein, *The Essential Wallerstein*. New York : The New Press, pp. 355-373.